

Déclaration de la FSU au CDEN du mardi 28 juin

Monsieur le Préfet, Madame la représentante du conseil départemental, Monsieur le Directeur académique,

Les organisations syndicales de la fonction publique ont obtenu que le ministre de la fonction publique annonce enfin une revalorisation du point d'indice. Pour autant, les 3.5 % annoncés sont très en deçà de l'inflation, pour l'instant à 5,2% et annoncée très prochainement à 7%.

La situation inédite d'augmentation rapide du coût de la vie, cumulée à la dégradation résultant de 12 années de quasi-gel du point appelle pourtant une mesure d'une toute autre ampleur, avec une revalorisation d'urgence immédiate de 10% au moins. La FSU considère donc ces 3,5% comme une étape largement insuffisante et qui en appelle une autre sans délai, tant cette augmentation est en décalage avec la réalité de l'évolution de coût de la vie.

Sans parler de la volonté de faire passer la réforme des retraites avec le recul de l'âge légal de départ sur la base d'un argumentaire injustifié et vécu comme étant profondément injuste. La baisse des pensions qui serait engendrée dans un contexte d'inflation particulièrement violent ne ferait qu'aggraver le pouvoir d'achat des personnels. Nous rappelons notre totale opposition à toutes réformes qui iraient en ce sens.

Après un premier quinquennat qui a laissé de nombreuses traces dans la profession avec le plus grand mépris qu'affichait le ministre Blanquer, le nouveau ministre de l'Education Nationale, Pap Ndiaye a acté un changement dans la méthode mais sur le fond bien peu de réponses ont été apportées en dehors de considérations très générales.

En effet, la nomination de Jean Marc Huart comme directeur de cabinet nous renvoie aux politiques délétères menées ces cinq dernières années par ce gouvernement.

Emmanuel Macron annonce une généralisation dès l'automne prochain de « l'école du futur » alors que l'expérimentation marseillaise a tout juste débuté. Ce projet remet pourtant en cause gravement les principes égalitaires qui fondent notre école républicaine.

Alors que l'Education nationale est au plus mal avec des inégalités scolaires renforcées, une crise d'attractivité qui perdure et s'accroît d'année en année, des conditions de travail et d'enseignement sans cesse dégradées... la première mesure annoncée après les élections présidentielles est de conforter un projet qui va à l'encontre des besoins de l'école et de ses personnels.

Sa généralisation entraînerait une mise en concurrence des écoles pour l'attribution de moyens, le démantèlement du système de nomination des personnels, la création d'un

nouvel échelon hiérarchique et ouvrirait la voie à une possible adaptation locale des contenus scolaires... Au contraire, le service public d'éducation doit répondre à plusieurs urgences déterminantes avec la nécessaire résorption des inégalités scolaires, la crise historique du recrutement, le déclassement salarial indéniable des personnels...

Concernant le CDEN d'aujourd'hui, nous saluons la décision d'ouverture à Jules Verne mais nous ne pouvons nous en contenter.

Après deux ans et demi de crise sanitaire, les besoins sont immenses tant en terme pédagogique que d'accompagnement et de suivi des élèves par des équipes pluriprofessionnelles complètes.

Dans le second degré, le bilan de l'année scolaire fait surtout état d'un manque criant de remplaçant·es, d'effectifs trop élevés dans les classes, du manque de moyens horaires en infirmiers et assistants sociaux dans les établissements pour accompagner des élèves de plus en plus nombreux en souffrance sociale et psychologique..

Les derniers résultats des concours de recrutement montrent que la rentrée est loin d'être assurée, il faut dès maintenant des mesures de type : concours exceptionnel, listes complémentaires Les politiques de santé, de protection et d'inclusion ne peuvent se mener sans personnels, sans moyens et sans formation.

La FSU continue d'exiger un plan d'urgence pour l'école. L'école doit bénéficier de plus de moyens afin d'aider tous les élèves et de fonctionner sereinement après ces deux années bouleversées.